



UNION DES
RÉVOLUTIONNAIRES
COMMUNISTES DE
FRANCE



ÉLECTIONS EUROPÉENNES – mai 2014 –

Analyse de l'URCF - Réflexions sur les résultats

« Séisme », « tsunami », les mots prononcés ne sont pas assez forts, de la part des partis bourgeois gérants du pouvoir du Capital (UMP-PS), pour dépeindre la situation à l'issue des élections européennes. En effet, les commentateurs préfèrent mettre l'accent sur les presque 25 % du FN plutôt que sur la formidable abstention populaire.

Le « premier parti de France », pour reprendre cette image, c'est l'abstention populaire (57 %), certes en léger recul par rapport à 2009, mais qui demeure très forte malgré le battage pour le vote « quel qu'il soit » ou la reconnaissance du vote « blanc ». Abstention qui touche tous les pays, notamment dans l'Est de l'Europe, dans des pays présentés par les médias comme « très attachés à l'Union européenne » (Pologne, Slovaque...). Là où les communistes présentaient une véritable alternative anti-UE, comme en Grèce avec le KKE (Parti communiste de Grèce), leurs progrès dans un contexte difficile sont un point d'appui pour tous les communistes et progressistes. Les progrès annoncés des populistes et fascistes dans certains pays sont donc à mesurer, mais aussi à nuancer, compte tenu du nombre de votants. Il en est de même en France, si l'on prend les résultats par rapport aux inscrits (ce qui ne se fait plus depuis longtemps, sans même évoquer les non-inscrits de plus en plus nombreux, en particuliers les travailleurs immigrés « extra-communautaires », privés de tout droit citoyen dans l'UE...):

- FN : 10,75 % des inscrits
- UMP : 8,6 %
- PS : 6 %
- Front de gauche : 3 %

Le score du Front National (FN), comme de tous les partis, est donc à relativiser. Le FN, qui perd près de 2 millions d'électeurs par rapport à la Présidentielle (où Marine Le Pen obtenait 6,4 millions de voix, tandis qu'aux Européennes, elle recueille 4,7 millions de suffrages), est en tête par défaut, les partis piliers du pouvoir du Capital enregistrant un véritable effondrement. Les partis défenseurs de l'UE capitaliste (UMP-PS-UDI-Modem-Écolos) atteignent difficilement les 50 % des votants et représentent moins de 20 % des exprimés. Les résultats attestent donc de la perte de confiance massive vis-à-vis de l'UE, de la colère vis-à-vis de son bilan notamment, de la politique généralisée d'austérité.

Trois courants vis-à-vis de l'UE ont présenté des candidats dans cette campagne en France :

1/ Les tenants de l'UE, qui accèdent en alternance au pouvoir politique dans chaque État, et cogèrent l'Union européenne sous la direction des monopoles : conservateurs-libéraux et social-démocratie. Ces partis paient incontestablement à la fois leur violation de la souveraineté populaire (cf le véritable putsch institutionnel pour faire annuler le NON par l'adoption d'un TCE bis) et le bilan des présidences Hollande et Sarkozy.

Percevant le rejet croissant de l'UE, les partis tenants de l'UE ont démagogiquement évoqué une « autre Europe », une « réorientation », mais responsables de la construction de l'Europe et des politiques antipopulaires mises en œuvre, ils ne pouvaient convaincre sur ce thème. L'UDI-Modem, comme les Écolos, auxiliaires des forces tenantes de la construction de l'Europe capitaliste n'ont guère été plus audibles, pour les mêmes raisons.

2/ Un autre courant tenant de l'UE « aménagée socialement », le Front de gauche (FdG), n'a pas rencontré plus de succès. La critique de la « *dictature de la finance* », la « *conquête de nouveaux pouvoirs politiques* », la proposition d'une Banque Centrale européenne transformée en « *Banque pour l'emploi et la formation* », suscitent peu d'intérêt dans les couches populaires.

Le Front de Gauche a essayé de mobiliser derrière le leader de Syriza TSIPRAS, candidat au poste de président de la Commission européenne, arrivé en tête en Grèce. Le présenter comme incarnant la « gauche radicale » est pour le moins abusif (cf la critique de Syriza par le KKE sur notre site). Syriza constitue la relève de la social-démocratie traditionnelle (le PASOK en faillite), et son programme est de nature réformiste, s'inscrivant dans le cadre de l'UE impérialiste et des rapports de production capitalistes. L'objectif assigné au Front de Gauche, par Mélenchon après la présidentielle, de « *passer devant le PS aux Européennes* », est loin d'être atteint malgré le recul retentissant du PS. Le Front de Gauche perd 5 points par rapport à l'élection présidentielle et 2,7 millions de voix, mais retrouve son niveau des européennes de 2009, avec 1,2 million d'électeurs (160 000 voix de plus), sur fond de léger recul de l'abstention et de pertes sensibles du NPA. Nul doute que le Front de Gauche paie ses divisions entre un PCF qui, pour conserver son appareil électoral, a besoin du PS, et le Parti de gauche, sans véritable appareil d'élus, et qui, visant une alliance avec les Verts, peut se montrer plus critique verbalement à l'égard du pouvoir de Hollande et Valls.

Autre facteur, le Front de Gauche ne suscite pas l'adhésion massive des syndiqués ayant voté. Selon un sondage IFOP, à prendre avec les précautions nécessaires : le FdG recueille 30 % des voix dans la CGT, 17 % chez Solidaires, 11 % à FO...

La véritable cause de la stagnation du Front de Gauche se situe dans son opportunisme :

a/ Il s'inscrit dans la reconnaissance de l'UE comme cadre possible des « transformations sociales ».

b/ Il nie le caractère de classe de l'UE, construite par et pour les monopoles et sous leur direction exclusive. La phrase de « gauche » sur la « Finance » s'inscrit dans la thèse opportuniste et réformiste d'un « *partage des pouvoirs et des richesses* » dans le cadre d'un « autre » capitalisme ! Un « altercapitalisme » contrôlant la finance !

c/ Le FdG propose de donner à l'UE un rôle plus important dans les conflits internationaux comme en Ukraine. Étrange position, alors que l'UE, par ses ingérences, ses interventions armées, est au service de la politique de guerre des classes capitalistes d'Europe (en Ukraine, Syrie, Afrique Noire), avec l'impérialisme français aux avant-postes. Le Front de Gauche échoue ainsi à convaincre une majorité de travailleurs, en raison de son opportunisme foncier, mariant les phrases sociales et pacifistes avec l'insertion dans le cadre impérialiste de l'UE qu'il faudrait simplement « réorienter ».

d/ Enfin, le FdG refuse la lutte pour rompre avec l'UE et les autres instances impérialistes ; il ignore la nécessité d'un changement radical de mode de production, pour installer le socialisme à la place du capitalisme ; comme Kautsky (le leader opportuniste de la Seconde Internationale), il rêve d'un capitalisme aménagé et d'un impérialisme pacifié.

3/ Le troisième courant concourant aux Européennes est l'opposition bourgeoise et nationaliste à l'UE, mixte de démagogie sociale et nationale, à caractère raciste et xénophobe, qui progresse dans beaucoup de pays de l'UE (Grèce avec *Aube Dorée*, UKIP en Grande-Bretagne, Danemark et France avec *le FN*). Ce courant, d'essence capitaliste, surfe sur le rejet de l'UE, sur son bilan, et dénonce la « *dictature de Bruxelles* ». Mais c'est pour mieux affirmer son soutien et sa défense du système capitaliste, en prônant le protectionnisme national (ou européen pour d'autres), et en faisant mine d'ignorer la portée des lois objectives capitalistes d'internationalisation continue des forces productives et d'interdépendance croissante entre pays capitalistes.

Tous ces partis populistes et fascistes désignent un bouc-émissaire, « l'immigration », et cherchent ainsi à diviser les travailleurs selon leur nationalité, leur croyance ou non croyance..., pour le plus grand service des monopoles ayant besoin de concurrence dans les forces du travail. Au-delà de sa dénonciation de l'UE, le courant populiste ou fasciste s'inscrit à la fois comme force de réserves du capitalisme et comme épouvantail pour mieux présenter l'UE comme « démocratique » et de « paix ». Le recours aux forces fascistes banderistes, nazies, en Ukraine, souligne les sas existants entre les partis bourgeois traditionnels et les groupes fascistes.

En France, le FN incarne le rejet nationaliste et pro-capitaliste de l'UE. Il est arrivé en tête en profitant de la désagrégation des piliers de l'UE (UMP et PS), il enracine nationalement son électorat en arrivant en tête dans 5 circonscriptions, dans le cadre d'une abstention très largement majoritaire, mais recule en suffrages par rapport à la présidentielle (voir ci-dessus).

À son sujet, les médias et les partis au service du capitalisme se livrent à plusieurs mensonges :

1/ Le FN serait le « premier parti de France ». C'est faux : ce qui s'est exprimé majoritairement, c'est l'abstention de manière écrasante dans les villes et quartiers populaires.

2/ Le FN aurait bénéficié des voix nombreuses, voire majoritaires, de la classe ouvrière et de la jeunesse. Pour affirmer la démonstration, les médias ignorent le poids de l'abstention.

Qu'en est-il réellement ?

Si 30 % des électeurs du FN sont des salariés, 64 % de cette catégorie se sont abstenus ; pour les jeunes (de moins de 35 ans selon cette étude), 30 % de ceux qui ont voté l'ont fait pour le FN, mais 73 % se sont abstenus ! Au-delà d'une conception sociologisante rigide, dans les pays capitalistes, « *l'idéologie dominante est celle de la classe dominante* » (Marx) ; il y a toujours des fractions d'ouvriers et d'employés pour voter contre leur classe en soutenant des partis bourgeois.

En 1958, De Gaulle de retour au pouvoir récupéra 1 million de voix ouvrières ou populaires du PCF.

Sarkozy, en 2007, gagna des voix ouvrières (peu nombreuses) avec son slogan démagogique et incompris sur le « *travailler plus pour gagner plus* » et sur ses références démagogiques à Jaurès, Gramsci, Guy Môquet.

Les progrès du FN dans certaines couches populaires relèvent du même phénomène.

Dans les années 80, la bourgeoisie a déclenché une guerre idéologique à caractère anticommuniste et antisoviétique sur le thème entre autre du « goulag ». Le double objectif était à la fois de soumettre le PCF à des pressions puissantes pour qu'il abandonne ses objectifs révolutionnaires fondateurs et s'intègre dans la société en se social-démocratisant par son alliance avec le PS, un des instigateurs de cette campagne, et de contribuer à préparer la destruction de l'URSS minée par l'opportunisme. Le reniement de l'identité communiste et du marxisme-léninisme a abouti, au-delà de sa dénomination trompeuse, à ce que le PCF n'incarne plus un Parti communiste orienté vers le renversement du capitalisme et la construction d'une société socialiste/communiste, mais une formation prônant l'aménagement social du système. L'idéologie bourgeoise favorisa les peurs, prôna l'incompréhension du monde en cultivant l'irrationalisme et la méfiance vis-à-vis des sciences et du progrès. Philosophes et historiens à la solde du système d'exploitation s'attaquèrent à l'héritage des Lumières, de la Révolution française de 1789-1793 assimilée à l'origine du « mal » (le communisme), les manuels d'histoire minimisaient ou niaient le rôle décisif de l'URSS dans la victoire sur le fascisme et la libération de l'humanité. Ces thèses bénéficiaient du relais des médias et maisons d'édition. Or tout renforcement de l'idéologie bourgeoise signifie un affaiblissement de l'idéologie prolétarienne, communiste, comme disait Lénine. De plus, des mutations structurelles s'opérèrent dans le cadre de la nouvelle division internationale capitaliste du travail. En France, ce furent plus de 2 millions d'emplois industriels supprimés dans la sidérurgie, la métallurgie, les mines, c'est-à-dire dans les zones de forte concentration prolétarienne. Cela entraîna un fort recul de la « conscience pour soi » (Marx), c'est-à-dire de la conscience révolutionnaire de la mission historique de la classe ouvrière de renverser le capitalisme par l'instauration d'un nouveau mode de production dont elle est porteuse : le socialisme-communisme. Il y eut des incidences sur la composition sociale de la CGT et cela favorisa l'affaiblissement du syndicalisme de lutte de classes. Faute de véritables outils de défense au quotidien et stratégiques, le prolétariat s'est tourné vers « le moindre mal » ou plus exactement vers ce qui sanctionnait l'équipe au pouvoir (la social-démocratie ou la réaction populiste en alternance).

Or ces forces UMP-PS ont eu pour objectif d'appliquer la politique du grand Capital à travers l'UE, et sont les instruments des monopoles et de l'oligarchie financière.

Quant à l'UE, elle soutient à Kiev un gouvernement issu d'un putsch, composé de groupes qui exaltent le nazisme et la politique fasciste nationaliste de Bandera ; elle intègre en son sein des gouvernements qui, dans les anciens pays socialistes, détruisent les monuments à la Résistance antifasciste, à la libération, au rôle joué par l'Armée Rouge et qui interdisent les partis communistes et leurs symboles, qui criminalisent toute expression de la vérité du XXème siècle : c'est le communisme qui a vaincu le fascisme nazi, c'est le communisme qui, au travers de la construction du socialisme en URSS, a permis aux travailleurs des pays capitalistes de conquérir des droits, ceux justement que l'UE et les États capitalistes nationaux s'acharnent à mettre en pièces pour leurs commanditaires du Grand Capital, au moyen des partis réactionnaires et sociaux-démocrates.

Par rejet des deux partis dominants de la V^{ème} République, certains estiment que le FN peut traduire leur colère, leur mécontentement et leurs angoisses devant la crise, alors que nous l'avons dit : comme avec l'UMP ou le PS, ils votent contre leur classe et contre les intérêts populaires.

Le fait que l'exploitation du prolétariat aujourd'hui se fasse dans les PME (51 % du prolétariat y travaillent) renforce le poids de l'idéologie dominante, au travers de l'influence d'un petit patronat d'autant plus réactionnaire qu'il ne récupère qu'une part minime de la plus-value. Cette couche patronale fournit une base sociale au FN, au service, en dernière instance, du Capital monopoliste. C'est donc un défi pour le communisme révolutionnaire, de gagner la majorité du prolétariat au combat contre le capitalisme, le seul qui puisse mettre en échec la réaction et ouvrir des perspectives.

Rappelons que si le NON au TCE a été un vote fortement marqué par son caractère de classe, celui-ci n'en était pas moins hétérogène : il y avait un NON populaire, défenseur des intérêts populaires, mais majoritairement

contre le néo-libéralisme, et un NON nationaliste et xénophobe (très minoritaire), exprimant l'opposition à l'UE de certains secteurs, peu nombreux, des petites et moyennes entreprises capitalistes, petits commerçants et paysannerie.

En réponse aux résultats des élections du 25 mai, des manifestations à l'appel des syndicats étudiants et lycéens ont eu lieu pour dénoncer et combattre le racisme du FN, avec des pancartes accusant les « abstentionnistes » sur le type « abstention=collaboration », drapeaux de l'UE déployés, dans une tentative scandaleuse, manipulatrice, de dédouaner le Parti socialiste, les gouvernements, l'UE et le capitalisme.

Ce qui alimente le vote FN, c'est la trahison des (maigres) engagements du candidat Hollande, comme ses prétendues priorités à la jeunesse et aux chômeurs, sa dénonciation de la « finance », alors que les cadeaux au Capital (financés par l'argent public) pleuvent ! Les jeunes manifestants ont raison de vouloir combattre le FN et le racisme, mais le combat contre le fascisme est politique, et non pas seulement « moral » ; il implique le lien indissoluble avec la lutte contre le capitalisme, pour la révolution socialiste, car c'est le capitalisme qui constitue la source du racisme, de la xénophobie, des discriminations de toute nature, du fascisme et des guerres impérialistes. Sinon le combat contre le FN sera dévoyé et instrumentalisé pour servir de force d'appoint à la social-démocratie. L'expérience le montre : le PS au pouvoir, par sa politique antisociale et antipopulaire, alimente le vote FN, puis ce danger renforcé, il appelle au vote utile républicain !

Un autre panneau dans les manifestations anti-FN se montrait plus justifié quand est écrit : « *Ce n'est pas dans les urnes que résident nos rêves !* »

Comment analyser la nature de l'abstention ?

L'URCF a fait campagne, faute de pouvoir présenter ses listes (poids de la censure par l'argent), pour l'abstention active, sous le mot d'ordre : « *Pas une voix pour cette construction réactionnaire du Capital !* ».

Les autres groupes se réclamant du communisme ont opté pour l'abstention. Seuls, « Communistes » a présenté des listes, pour avoir accès à la campagne officielle (Radio – Télévision), mais sans bulletin de vote imprimé officiellement, l'impact est forcément limité. Le PCOF, quant à lui, soutenait le Front de Gauche dont il est membre.

Les partis trotskistes (LO et NPA), qui présentaient des candidats, sont en fort recul. L'abstention revêt un caractère populaire marqué, les partis de la gauche institutionnelle n'ont pas convaincu la majorité de leurs électeurs dans leurs municipalités.

Si l'on prend l'étude citée (avec la même prudence), les syndiqués CGT se sont abstenus à hauteur de 52 %, ceux de Solidaires à 57 %, de FO à 61% et près de 45 % de la CFDT ont opté de même. C'est là aussi une marque de défiance de la base des syndiqués à l'égard de la CES (Confédération Européenne des Syndicats) **et de son bilan.**

En effet, depuis le NON de 2005, on assiste à un rejet de l'UE ou plus exactement, des conséquences de sa politique (démantèlement du Code du travail, remise en cause du droit à la protection sociale, austérité et précarité croissantes, hausse du chômage ...). Les illusions sur une UE « autrement », sur une « réorientation de l'UE » en faveur des intérêts populaires, se heurtent au scepticisme croissant et à la réalité objective (les grands groupes dominant nationalement et internationalement). Les abstentionnistes, globalement, alors que le FN menait campagne contre l'UE à partir de positions chauvines et anti-immigrés, ont rejeté les conceptions nationalistes bourgeoises incarnées par ce parti. L'abstention a donc revêtu un caractère progressiste.

Dans sa campagne dans les entreprises et quartiers populaires, l'URCF dénonçait l'UE et le capitalisme qui est sa source. Mais pas d'illusions, le mouvement général d'abstention n'a pas encore atteint la pleine compréhension, avec les luttes afférentes, que le rejet de l'UE et des conséquences de sa politique est partie intégrante, indissociable, du combat contre sa source, le mode de production capitaliste et son pouvoir de classe. C'est un appel à amplifier la dénonciation et l'action contre l'UE et l'impérialisme.

Pas de combat contre l'UE sans combat contre le capitalisme, sans combat pour le socialisme !

La crise de la représentation politique

La crise de la représentation politique, manifeste lors de la victoire du NON au référendum (90 % de la représentation parlementaire soutenait le OUI qui a obtenu 44 %), s'amplifie. Les partis dirigeant le pouvoir capitaliste, UMP et PS, recueillent 34 % des votants et 14 % des inscrits. Toutefois, cette crise, faute d'alternative progressiste et de véritable parti communiste, marxiste-léniniste, implanté nationalement et agissant, ne constitue pas une crise révolutionnaire au sens léniniste. Certains commentateurs évoquent l'avènement du tripartisme (UMP-PS-FN) : c'est, selon nous, s'en tenir à une lecture trop « électoraliste » du moment et sous-

estimer le poids des mécanismes des institutions réactionnaires de la 5^{ème} République, centrées sur le bipolarisme, forme prise par la dictature du Capital dans notre pays. L'alternance entre partis conservateur et social-démocrate (avec l'appui des partis satellisés au second tour) permet au système capitaliste d'éviter que le mécontentement ne débouche sur une crise politique révolutionnaire, en détournant mécontentement et colère contre le parti au gouvernement. Les médias et instituts de sondage vont alors orienter l'opinion publique autour d'un nouvel homme « providentiel » appartenant à l'un des deux pôles co-gestionnaires du pouvoir du Capital. Rien ne montre que cela n'opèrera pas en 2017.

Par contre, le FN voit deux voies s'ouvrir : ou il parvient à recomposer la droite sous forme d'un bloc réactionnaire/néofasciste (comme dans l'Italie de Berlusconi) en s'alliant une partie significative des adhérents et cadres de l'UMP qui à travers Sarkozy et Copé ont été sensibilisés au discours xénophobe et « anti-Schengen » ; ou il constituera une réserve pour le capitalisme si le mécontentement et la crise débouchaient sur l'usure finale des institutions de la 5^{ème} République.

La faiblesse de Hollande et du gouvernement, et leur caractère inaudible et impuissant, peuvent ouvrir une crise politique majeure. Il est impératif que la classe ouvrière et les syndicats s'engagent dans des luttes d'ampleur pour défendre le pouvoir d'achat, l'emploi, les conditions de travail. C'est la seule voie pour faire reculer le Capital et le gouvernement, pour que les travailleurs ne paient plus pour la crise du capitalisme.

Les objectifs de l'URCF sont plus que jamais d'actualité :

- Poursuivre notre stratégie faisant du socialisme, du pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés, notre objectif stratégique
- Dénoncer l'UE et le capitalisme d'un même mouvement, opposer la solidarité internationaliste entre les peuples, tous victimes de l'UE, au national-chauvinisme qui divise les travailleurs
- Dénoncer la politique opportuniste du social-réformisme qui fait le jeu de la social-démocratie, instrument du pouvoir capitaliste
- Amplifier la diffusion des documents et de l'action de *l'Initiative des partis communistes et ouvriers d'Europe* qui regroupe 29 partis frères, dont l'URCF, et dont la coordination et le combat sont la seule réponse politique à l'UE, en contribuant à travailler à la rupture avec l'UE, l'OTAN, dans la perspective d'une Europe socialiste
- Amplifier l'action pour la construction du Parti communiste de France, fidèle à l'héritage de l'Internationale Communiste, en développant le travail de nos sections d'entreprises, de nos sections dans les quartiers populaires pour que renaisse dans ce pays un véritable Parti communiste, outil incontournable pour que le prolétariat et ses alliés organisent une nouvelle révolution en France, prolétarienne et socialiste.

URCF, le 30 mai 2014